



## La stratégie étasunienne, d'un président à l'autre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2008

Guerra e Pace, Rivista di informazione internazionale alternativa 19 septembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Élections USA](#)

L'unification allemande sous l'OTAN, la dissolution du Pacte de Varsovie et la désagrégation de l'Union Soviétique sont à la base, entre la fin des années 80 et le début des années 90, de profondes transformations dans la situation internationale : on passe de la guerre froide à l'après-guerre froide et les Etats-Unis, qui restent la seule superpuissance sur la scène mondiale, avec une supériorité militaire indiscutée, sont à la recherche d'une nouvelle motivation et définition de leur rôle stratégique et politique.



(photo: Christopher Morris VII, The Associated Press)

### Pendant l'administration du républicain Georges H. Bush

La nouvelle stratégie étasunienne est tracée par le président Georges H. Bush (1989-1993) dans le discours qu'il a prononcé à Aspen, dans le Colorado, le 2 août 1990, quelques heures seulement après l'ouverture de la crise du Golfe, et s'inscrit sous le nom de *National Security Strategy of the United States*, publiée par la Maison Blanche en août 1991, soit six mois environ après la fin de la guerre du Golfe.

La *National Security Strategy of the United States* s'ouvre sur l'énonciation des objectifs fondamentaux de la stratégie étasunienne de l'après-guerre froide : « L'âpre lutte qui a divisé le monde pendant plus de deux générations est arrivée à son terme. L'écroulement de la domination soviétique en Europe orientale signifie que la guerre froide est terminée, que sa question centrale est résolue. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle, dont le profil aurait été inimaginable il y a seulement trois ans. Cette ère nouvelle offre un grand espoir, mais cet espoir doit être tempéré par l'incertitude encore majeure que nous avons devant nous. La guerre du Golfe nous a rappelé avec force qu'il y a encore des sources autonomes de turbulence dans le monde. La crise du Golfe a montré de quoi est aujourd'hui capable la communauté mondiale et, dans l'acte même d'affronter ce défi, la communauté mondiale s'est renforcée. J'espère que la crise du Golfe passera à l'histoire comme le creuset du nouvel ordre mondial. Il revient à l'actuelle génération, en Amérique et dans le monde, de mettre à profit ces extraordinaires possibilités. Pour ce faire, le leadership américain est indispensable. Nous devons travailler avec les autres mais nous devons aussi être un leader. Malgré l'émergence de nouveaux centres de pouvoir, les Etats-Unis restent le seul Etat avec une force, une portée et une influence en toutes dimensions - politique,

économique et militaire- réellement mondiale. Il n'existe aucun substitut au leadership américain. Notre responsabilité, dans la nouvelle ère aussi, est d'importance cardinale et inéludable ».

Six mois après la directive présidentielle, un document en provenance du Pentagone - *Defense Planning Guidance for the Fiscal Years 1994-1999* - filtré dans le *New York Times* (8-03-1992), précise ce qui devait ne demeurer qu'implicite dans la déclaration présidentielle : « Notre premier objectif est d'empêcher l'émergence d'un nouveau rival, que ce soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique ou ailleurs, qui pose une menace de l'ordre de celle posée précédemment par l'Union Soviétique. Il s'agit là d'une considération dominante, sur la base de la nouvelle stratégie régionale de la Défense, qui requiert que nous opérions pour empêcher que n'importe quelle puissance hostile ne domine une région dont les ressources suffiraient, si elles étaient étroitement contrôlées, à engendrer une puissance mondiale. Ces régions comprennent l'Europe occidentale, l'Asie orientale, le territoire de l'ex-Union Soviétique et l'Asie sud-occidentale ».

Le principe cardinal sur lequel est axée la définition des objectifs stratégiques à poursuivre dans la nouvelle situation internationale, énoncé au plus haut niveau par le président des Etats-Unis d'Amérique, et dans la plus grande officialité, est sans équivoque : dans le passage de la guerre froide à l'après-guerre froide les Etats-Unis doivent non pas redimensionner mais potentialiser leur leadership et, en en étendant la portée depuis l'Occident et ses alliés traditionnels à toute la communauté mondiale, la rendre globale. Le concept selon lequel les USA demeurent « le seul Etat avec une force, une portée et une influence dans toutes les dimensions - politique, économique et militaire- réellement globales », que « le leadership américain est indispensable » qu' « il n'existe aucun substitut au leadership américain » et donc que « notre responsabilité, dans la nouvelle ère aussi, est d'une importance cardinale et inéludable », marque toute orientation et décision de politique étrangère ; et définit en même temps qui sont les amis et qui sont les ennemis, qui sont les alliés plus fiables et qui les moins fiables.

Ce qui était défini pendant la guerre froide comme « menace globale », identifiée dans la puissance militaire et la politique étrangère de l'Union Soviétique, ayant disparu, les « menaces régionales », dans l'après-Guerre froide, sont vues à Washington non plus comme une émanation de l'influence soviétique mais comme des facteurs autonomes. La nouvelle stratégie étasunienne se focalise sur ceux-ci, sans toutefois perdre de vue la possibilité que les intérêts globaux des Etats-Unis puissent être mis en danger par la réémergence d'une grande puissance rivale.

Les lignes directrices de la politique étrangère étasunienne se révèlent ainsi : en Europe occidentale, renforcer l'OTAN « comme forum transatlantique indispensable, comme canal de l'influence et de la participation étasunienne dans les affaires de la sécurité européenne » ; dans la zone de l'ex-Urss , « assurer qu'aucune puissance hostile ne soit en mesure de mettre les ressources sous son propre contrôle » en poussant les républiques, et en particulier l'Ukraine et la Russie, à « démilitariser ses sociétés, à convertir leurs industries militaires en production civile » qui deviennent ainsi « des démocraties pacifiques

avec des économies de base de marché », dans un monde dominé militairement et économiquement par les Etats-Unis et l'Occident ; dans l'Est européen, « étendre aux Etats d'Europe centre-orientale des engagements sur la sécurité analogues à ceux qu'on a étendus aux Etats du Golfe Persique », donnant ainsi aux Etats-Unis le droit d'intervenir militairement ; au Moyen-Orient et en Asie sud-occidentale, « se maintenir activement engagés » afin de « rester la puissance extérieure prédominante dans la région et préserver l'accès étasunien au pétrole du Golfe » ; c'est-à-dire maintenir sous son contrôle militaire les plus grandes réserves pétrolières mondiales ; dans la zone du Pacifique et de l'Asie orientale, continuer à garder ses propres « responsabilités dans le domaine de la sécurité » de sorte que la puissance étasunienne continue à jouer la « fonction cardinale dans l'équilibre régional », soit : conserver un rôle politico-militaire dominant dans ce qui constitue « la principale zone commerciale outre-mer de l'Amérique » ; en Amérique latine, fournir « un appui adéquat » aux « nations les plus gravement menacées par des forces de guérilla ou par les narco-terroristes », que la Maison Blanche ne corrèle pas par hasard dans la même catégorie de la délinquance commune à réprimer par des opérations de police.

De ces documents officiels émergent les fondements du nouvel ordre mondial que les Etats-Unis veulent édifier, en tirant le plus grand avantage des nouveaux rapports de force déterminés par la désagrégation de l'Union Soviétique et la dissolution du Pacte de Varsovie. Le nouvel ordre mondial est conçu comme un système global centré sur le leadership étasunien, à l'intérieur duquel tout pays doit avoir un rôle en fonction des intérêts étasuniens. D'où le paramètre d'une stabilité conçue comme conservation et renforcement des facteurs sur lesquels s'appuie le leadership étasunien, et celui d'une sécurité nationale qui, passant par delà les frontières, englobe toute région du monde en tant que toute région est importante dans une mesure variable pour les intérêts étasuniens. D'où la justification de l'emploi des forces armées étasuniennes partout où surgissent, dans le monde entier, des facteurs d'instabilité, qui puissent mettre en danger la stabilité nécessaire aux intérêts et au leadership mondial des Etats Unis d'Amérique.

### **Pendant l'administration du démocrate William J. Clinton**

Les lignes directrices politico-stratégiques élaborées et appliquées pendant l'administration du républicain Georges H.W. Bush sont suivies et appliquées sans rupture pendant l'administration du démocrate William J. Clinton (1993-2001).

Dans la *National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, publiée par la Maison Blanche en février 1996, on affirme que « la force militaire reste un élément indispensable de notre puissance nationale : les forces armées étasuniennes sont fondamentales pour le succès de notre stratégie ». On souligne ainsi que les Etats-Unis possèdent « d'inégalables capacités militaires : ils sont l'unique nation en mesure de conduire des opérations militaires efficaces à grande échelle et à une grande distance de leurs frontières ». Puisque « le besoin de leadership américain à l'étranger demeure plus fort que jamais », le devoir primaire des forces armées étasuniennes est celui d' « être déployées ou stationnées dans des régions clé d'outre-mer » dans le but de « promouvoir les intérêts stratégiques étasuniens ».

Dans la *National Security Strategy for A New Century*, publiée par la Maison Blanche en mai

1997, l'objectif poursuivi est annoncé de façon encore plus explicite : « Nous devons être préparés et motivés pour utiliser tous les outils appropriés de notre puissance nationale pour influencer les actions d'autres Etats et de sujets non étatiques ». Ce concept est clarifié ultérieurement dans la *National Security for A New Century*, publiée par la Maison Blanche en décembre 1999 : « Les Etats-Unis doivent exercer leur leadership à l'étranger s'ils veulent être sûrs à l'intérieur ». Pour exercer le « leadership global », ils doivent « consacrer les ressources nécessaires aux secteurs militaire et diplomatique et à celui du renseignement (*intelligence*) ». En particulier, ils doivent être en mesure de « combattre et gagner deux guerres majeures, conduites simultanément sur deux terrains d'opérations de guerre éloignés ». Une telle capacité – souligne-t-on – « rassure nos amis et alliés et augmente le pouvoir attractif des coalitions avec les Etats-Unis ».

On fait référence ici en premier lieu à l'Alliance atlantique. Avec la fin de la guerre froide et la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'Union Soviétique même, a disparu la motivation de la « menace soviétique » qui avait jusqu'alors tenu la cohésion de l'OTAN sous le leadership indiscuté des Etats-Unis : le danger existe donc que les alliés européens ne fassent des choix différents voire ne retiennent que l'OTAN devient inutile dans la nouvelle situation géopolitique qui s'est instaurée dans la région européenne. D'où la nécessité pour Washington de redéfinir non seulement la stratégie de l'Alliance mais son rôle même.

### **Pendant l'administration du républicain Georges W. Bush**

L'offensive militaire et politique lancée par les USA pendant l'administration de Georges W. Bush (2001-2008) va être motivée par l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 à New York et Washington (dont la version officielle ne tient pas à l'épreuve des faits). En réalité le 11 septembre imprime une accélération à des processus préexistants, à des stratégies et politiques déjà en acte.

Dans le *Quadrennial Defense Review Report*, publié par le Département de la Défense le 30 septembre 2001, deux semaines et demi à peine après le 11 septembre, est réaffirmé le concept selon lequel les Etats-Unis, « en tant que puissance globale ont d'importants intérêts géopolitiques dans le monde entier, ont des intérêts, des responsabilités et des engagements qui embrassent le monde ». Dans le même rapport on réaffirme le critère stratégique, énoncé presque dix ans avant, que les Etats-Unis doivent « empêcher que toute puissance hostile ne domine une région dont les ressources, si elles étaient étroitement contrôlées, suffiraient pour générer une puissance globale ». « Même si les Etats-Unis, dans un avenir proche, n'auront pas face à eux un rival de force égale – affirme le *Quadrennial Defense Review Report 2001* – la possibilité existe que des puissances régionales ne développent des capacités suffisantes pour menacer la stabilité de régions cruciales pour les intérêts étasuniens ».

Le rapport, qui sort une semaine avant le début de la guerre en Afghanistan, précise donc : « L'Asie, en particulier, est peu à peu en train d'émerger comme région susceptible de compétition militaire à grande échelle. La possibilité existe qu'émerge dans la région un rival militaire avec une formidable base de ressources ». Référence claire à la Chine qui, seule ou en coalition avec la Russie et éventuellement d'autres pays, peut devenir la puissance globale en mesure de défier les Etats-Unis.

Ce même rapport officiel du Pentagone énonce donc quelles sont les véritables motivations de l'occupation de l'Afghanistan. L'Asie centrale – que les Etats-Unis essaient de détacher définitivement de Moscou, en amenant dans leur propre sphère d'influence les républiques ex-soviétiques et en y installant leurs propres bases militaires – est une zone d'une immense importance, que ce soit par les grosses réserves de pétrole et de gaz naturelle de la Caspienne (sur laquelle donnent le Kazakhstan et le Turkménistan) ou par sa proximité des réserves pétrolières du Golfe.

C'est pour ces mêmes raisons que l'Irak est occupé immédiatement après. Le but stratégique ressort clairement d'un document publié par le *Project for the New American Century*, pendant l'administration Clinton en septembre 2000. Celui-ci établit que, « alors que le conflit non résolu avec l'Irak fournit la justification immédiate, l'exigence de garder dans le golfe une force militaire consistante dépasse la question du régime de Saddam Hussein », étant donné que le Golfe est « une région d'importance vitale » dans laquelle les Etats-Unis doivent avoir « un rôle permanent ». C'est donc le même groupe de pouvoir, celui qui en janvier 2001 formera le noyau de l'administration Bush, qui déclare que le conflit avec le régime de Saddam Hussein ne constitue pas la question centrale, mais simplement « fournit la justification immédiate » de la stratégie visant à assurer aux Etats-Unis « un rôle permanent » dans la « région d'importance vitale » qu'est le Golfe Persique. La stratégie dont Georges W. Bush devient l'exécuteur sera décidée, avant qu'il n'arrive à la présidence, par le groupe des « faucons » qui assumera un rôle dominant dans son administration.

A ce même moment va être redéfinie la figure de l'ennemi. L'ennemi à combattre, déclare le président Bush trois jours après le 11 septembre, est « un ennemi différent de celui que nous avons toujours affronté, un ennemi qui se cache dans l'ombre, qui a attaqué non seulement notre peuple, mais tous les gens qui aiment la paix n'importe où dans le monde : la liberté et la démocratie sont attaquées ». C'est ainsi que commence la « guerre globale contre le terrorisme », catégorie multiforme dans laquelle peut être corrélé n'importe quel Etat ou entité non étatique désigné comme dangereux pour les intérêts étasuniens.

Le président des Etats-Unis va être autorisé, au nom de la lutte contre le terrorisme, à mener une guerre non seulement contre des organisations ou des personnes mais contre des nations entières, dont la culpabilité est déterminée par le président lui-même, qui émet la sentence sans procès ni possibilité d'appel et en ordonne l'exécution immédiate au moyen de la guerre.

« Les forces armées étasuniennes – souligne le *Quadrennial Defense Review Report* – doivent garder la capacité, sous la direction du Président, d'imposer la volonté des Etats-Unis à n'importe quel adversaire, y inclus des Etats et des entités non étatiques, de changer le régime d'un Etat adversaire ou d'occuper un territoire étranger jusqu'à ce que les objectifs stratégiques étasuniens ne soient réalisés ».

### **Une ligne de continuité dans la politique de guerre**

Sur la base de cette stratégie, les administrations qui se sont succédées depuis la fin de la

guerre froide, indépendamment de leur signe politique, ont continué à développer la machine de guerre étasunienne, y compris dans le secteur des forces nucléaires. Le budget du Département de la Défense, augmenté d'environ 75% depuis 2001, dépasse, pour l'année fiscale 2009, les 515 milliards de dollars, à quoi s'ajoutent au moins 70 milliards pour les guerres en Irak et Afghanistan. Une telle dépense, calculée nette d'inflation, est la plus haute qu'on ait jamais enregistrée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale jusqu'aujourd'hui. Elle se monte presque à la moitié de la dépense militaire mondiale. Mais ce n'est pas tout : en ajoutant les autres dépenses de caractère militaire, elle atteint quasiment les 800 milliards de dollars, soit un quart du budget fédéral total.

Ceci permet aux Etats-Unis de « déployer rapidement des forces et d'assurer une nouvelle présence militaire globale pour affronter les défis du 21ème siècle ». C'est dans cet objectif que s'opère le « réalignement » des plus de 800 bases et autres sites militaires que les Usa ont à l'étranger, de façon à avoir une « plus grande flexibilité stratégique ». C'est dans ce cadre qu'on trouve le réalignement des bases Usa en Europe vers le sud et vers l'est. Ces bases constituent les *Forward Operative Sites* (sites opérationnels avancés) qui, « gardés au chaud avec une présence militaire étasunienne limitée à caractère rotatoire », sont rapidement « expansibles » pour des opérations militaires à grande échelle dans une vaste zone comprenant, outre l'Europe orientale, la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Afrique. Dans la ligne de mire des pouvoirs forts que contrôlent l'administration étasunienne, quelle que soit son signe politique, il y a maintenant l'Iran.

Autre fruit de la politique bipartisane conduite par les administrations étasuniennes, l'expansion de l'OTAN vers l'est. Elle avait déjà commencée sous l'administration Clinton, avec l'entrée dans l'OTAN de Pologne, Hongrie et République Tchèque, auparavant membres du Pacte de Varsovie. Mais c'est l'administration de Georges W. Bush, dans ces deux mandats, qui a été le principal artisan de l'opération. En 2004, l'OTAN a englobé l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie (ex-membres de l'URSS) ; la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie (ex-membres du Pacte de Varsovie) ; la Slovénie (ex-membre de la Yougoslavie). En 2008, le Sommet de Bucarest a décidé l'entrée de l'Albanie et de la Croatie et, sous peu, celle de l'ex-république yougoslave de Macédoine. Par la suite, devraient entrer successivement l'Ukraine et la Géorgie (ex-membres de l'Union Soviétique), la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro (ex-membres de la Yougoslavie). Ce qui est perçu par la Russie comme une menace à son égard.

S'ajoute à cela le plan étasunien d'étendre à l'Europe le « bouclier » anti-missiles. Le plan prévoit l'installation des dix premiers missiles intercepteurs en Pologne et une station radar en République Tchèque. Le système est loin d'être fiable mais si un jour les Etats-Unis arrivaient à réaliser un bouclier « fiable », ils seraient en mesure de lancer des *first strike* contre un pays doté lui aussi d'armes nucléaires, en se fiant à la capacité du « bouclier » de neutraliser ou d'atténuer les effets de représailles. Il est clair que les installations qui sont prévues en République Tchèque et en Pologne ne sont que les premières d'une série d'installations radar et balistiques que le Pentagone veut déployer en Europe. C'est pour cela que la Russie s'y oppose, et prépare des contre-mesures militaires. L'Europe revient ainsi en première ligne dans ce qui risque de devenir une nouvelle guerre froide, différente mais non moins dangereuse que la précédente. Mais c'est justement ce qu'on veut à Washington. Ce n'est qu'en maintenant un état de tension que les Etats-Unis peuvent

justifier leur présence militaire en Europe.

A paraître dans **Guerra e Pace, Rivista di informazione internazionale alternativa**

(N° 150, septembre/octobre 2008)

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est Guerra e Pace, Rivista di informazione internazionale alternativa

Copyright © [Manlio Dinucci](#), Guerra e Pace, Rivista di informazione internazionale alternativa, 2008

---

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

### A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)